

**Politique étrangère - Israël -
Territoires palestiniens - Liban -
Algérie - États-Unis - Brexit -
Entretien de M. Jean-Yves Le
Drian, ministre de l'Europe et des
affaires étrangères, avec «France
Inter»**

(Paris, 08 décembre 2017)

Q - L'invité de France Inter jusqu'à 08 heures 35 est le ministre des affaires étrangères. Bonjour Jean-Yves Le Drian.

R - Bonjour.

Q - Donald Trump a donc reconnu, Monsieur le Ministre, Jérusalem comme capitale de l'État d'Israël. La condamnation est unanime ou presque. Est-ce que vous redoutez désormais un cycle de violence dans la région ?

R - D'abord, la France désapprouve cette initiative. Le président de la République l'a dit avec force à la fois à Alger et hier à Doha.

D'abord parce que cette initiative est contraire au droit international. Elle est contraire à l'accumulation des textes de résolution des Nations unies.

Ensuite parce que cette initiative est contraire aussi à cette forme de consensus, ce qui permettait d'entrevoir une solution pour le conflit israélo-palestinien. Consensus international sur lequel tout le monde se réfère avec la nécessité de deux États en sécurité dans ces frontières, dans leurs frontières, en vivant en paix entre eux et permettant à chaque communauté de vivre librement en sécurité.

Et puis troisièmement, parce que cette initiative ne permet pas d'engager un processus de paix.

Donc, on a trois raisons qui aboutissent à ce que nous constatons depuis hier, c'est-à-dire un embrasement dans le monde arabe et singulièrement dans les territoires.

Pour notre part, nous considérons qu'il y a une stratégie qui est le respect du droit international sur lequel nous vivons depuis de nombreuses années ; une méthode qui est la négociation et non pas l'oukase. Et puis en même temps, une nécessité, un objectif d'aboutir à la constitution de deux États. Donc cette initiative, nous la désapprouvons et nous souhaitons vraiment que,

malgré tout cela, le calme règne. Parce qu'il ne faudrait pas ajouter de la violence à une espèce de désordre institutionnel que nous constatons.

Q - Vous redoutez une intifada ?

R - C'est le risque. Je ne la souhaite pas. Je pense qu'il faut maintenant que les esprits se calment. J'entends les uns et les autres, y compris M. Tillerson, dire : «Tout cela va se faire dans le temps», l'heure serait à la négociation. Mais les États-Unis, qui jusqu'à présent avaient pu avoir un rôle de médiation dans ce conflit israélo-palestinien, aujourd'hui s'en sont un peu exclus. Ils sont tout seuls en fait. La réalité de ce matin, Monsieur Demorand, c'est que les États-Unis sont seuls et se sont isolés sur cette affaire. Cet après-midi, le conseil de sécurité va se réunir et je pense qu'il redira le droit et qu'il permettra de constater cet isolement.

Q - Qui pour remplacer les États-Unis aujourd'hui, Jean-Yves Le Drian ? La France ?

R - La France est en situation de responsabilité. Elle n'a jamais été autant entendue dans le monde face à un désordre majeur, face aux menaces et aux risques qui existent dans plusieurs théâtres et plusieurs régions du monde. La France peut agir mais la France ne peut agir seule. Donc il faut trouver les médiations nécessaires pour permettre à ce que le calme puisse revenir et qu'on puisse s'engager dans un processus de négociations qui a été arrêté depuis déjà plusieurs mois. Le souci pour l'immédiat, c'est que le calme puisse être au rendez-vous pour éviter toute dérive qui rendrait à ce moment-là impossible toute initiative de médiation.

Q - Le Premier ministre Benjamin Netanyahu est à Paris ce week-end. Peut-on s'attendre à une initiative commune ou à une initiative de Paris ou à quelque chose ?

R - Il va sûrement y avoir des discussions dans les jours qui viennent. M. Tillerson est à Paris aujourd'hui.

Q - Votre homologue américain.

R - Je le recevrai tout à l'heure. Le président de la République le rencontrera au début d'après-midi. M. Netanyahu est là, M. Netanyahu ira à Bruxelles lundi rencontrer les ministres des affaires étrangères. Donc on rentre dans une phase où les gens vont commencer à se parler. Il faut continuer à se parler pour éviter l'irréparable.

Q - Il pourrait y avoir un petit sommet improvisé qui ne dise pas son nom ?

R - Je ne peux pas vous le dire.

Q - Comment qualifier la politique étrangère de Donald Trump ?

R - Les États-Unis sont nos alliés historiques. Nous avons, avec les États-Unis, des points d'accord sur certains domaines majeurs. Que ce soit sur la Corée du Nord, que ce soit dans le cas de la lutte contre le terrorisme, que ce soit la situation au Moyen-Orient, nous sommes ensemble dans la même coalition, que ce soit même au Sahel. Il y a donc des points d'accord sur lesquels nous parlons, nous échangeons régulièrement. Il se trouve que je rencontre deux fois ou trois fois cette semaine M. Tillerson, donc on continue à se parler.

Q - Vous continuez à travailler dans...

R - Sur un certain nombre de sujets, nous sommes en phase, les sujets que je viens d'évoquer...

Q - Mais sur les décombres de la diplomatie...

R - ...et il y a des sujets sur lesquels il y a des désaccords que nous affirmons, que le président de la République exprime quand il y a lieu de le faire. Je pense au climat, je pense aussi à l'Iran, je pense aussi à la situation maintenant un peu perturbatrice de la situation au Proche-Orient. Il y a des désaccords que nous disons, que nous exprimons. Cela n'empêche pas de travailler ensemble sur le reste.

Q - On est encore sur un espace diplomatique au sens classique du terme ? Ou on est ailleurs ?

R - On est dans un espace diplomatique. Par exemple, quand on regarde la situation en Iran et l'accord nucléaire, nous avons pris acte de la position de Donald Trump, mais nous constatons en même temps que l'accord de Vienne n'est pas remis en cause. Donc il faut parler avec les États-Unis pour dire que l'accord de Vienne, l'accord sur le nucléaire iranien, l'accord qui permet d'éviter l'accession de l'Iran à l'arme nucléaire est un bon accord. Il faut le respecter. Si on ne le respecte pas, on risque de rentrer dans une spirale très dangereuse pour l'avenir du monde. On essaye de faire comprendre aux États-Unis la justesse de cette position et je crois que ce cheminement-là avance.

Par ailleurs, nous constatons sur la Corée du Nord une convergence de vue qui est un peu la même situation que celle que nous constatons en Iran. C'est-à-dire que si nous ne nous battons pas pour empêcher la prolifération nucléaire, alors le monde risque d'être devant des dangers extrêmement graves. Il faut continuer à parler et la France a dans cette situation un rôle majeur. Le président de la République le saisit totalement.

Q - En même temps, Donald Trump respecte, tient ses promesses de campagne une à une. Sortir de l'accord de Paris, Jérusalem capitale de l'État d'Israël, critique extrêmement violente de l'accord sur le nucléaire iranien. Tout le monde dit au fur et à mesure : «C'est complètement fou, inattendu, incompréhensible et inédit». En même temps, tout était dit et tout est fait. Je ne sais pas, est-ce qu'il y a encore des choses sur la liste de courses qui avait été promises, Jean-Yves Le Drian, et qui vont donc arriver ?

R - Il y a trois points de désaccord que nous constatons et que nous avons exprimés publiquement. À la fois sur le Proche-Orient, puisque le président Macron a fait savoir que la France regrettait cette décision. À la fois sur le climat, et nous avons aussi affirmé avec force notre désaccord sur un enjeu essentiel pour la planète. Et puis sur la question iranienne. Je pense que les choses peuvent évoluer positivement.

Parce que sur l'Iran, nous sommes très favorables au maintien de l'accord sur le nucléaire ; cela ne nous empêche pas de dire aux Iraniens ce que nous pensons à la fois sur le programme balistique et sur les volontés un peu hégémoniques de l'Iran sur l'ensemble du Levant que nous constatons et que nous condamnons. Il faut, sur la question de la crise syrienne, aboutir à ce que la Syrie retrouve son intégrité et un fonctionnement démocratique plus normal. À cet égard, nous voulons parler avec l'Iran pour demander à l'Iran de ne pas être intrusif dans le processus de paix qui devra intervenir. Bref, nous avons des désaccords lourds avec les États-Unis mais nous avons aussi des points d'accord sur lesquels nous voulons avancer.

Q - Bien compris. Jean-Yves Le Drian, vous serez obligé de nous quitter dans quelques minutes et vous ne pourrez malheureusement pas rester jusqu'à neuf heures sur France Inter en raison de cette réunion internationale qui se tient à Paris ce matin, consacrée au Liban. Quel en est l'enjeu ?

R - Vous connaissez l'attachement de la France au Liban, le lien historique qui nous unit, et nous sommes extrêmement attentifs à l'unité, à la souveraineté et à l'intégrité du Liban. L'enjeu principal ce matin, c'est de faire en sorte que les acteurs qui se retrouveront autour de la table - le président de la République ouvrira lui-même cette rencontre, le secrétaire d'État américain, Rex Tillerson, sera présent, M. Hariri aussi puis d'autres représentants de ce qu'on appelle le Groupe international de soutien au Liban - valident le fait que le Liban doit assurer sa stabilité et sa souveraineté, et faire en sorte aussi qu'on puisse aider le Liban. Parce que ce pays de quatre millions et demi d'habitants a, en plus de ses habitants, un million et demi, deux millions peut-être, de réfugiés venus de partout, ce qui rend la situation très compliquée. Il faut aider le Liban pour assurer sa sécurité et faire en sorte qu'il soit dissocié des autres crises de la région, ce qui n'a pas toujours été le cas, et ce qui est tout à fait essentiel pour la sécurité de la zone maintenant. Voilà le but de la réunion.

Q - Monsieur le Ministre, que s'est-il passé exactement à Riyad ? Pourquoi cette ténébreuse affaire de démission du Premier ministre libanais ? Visiblement de parole empêchée, de parole contrainte, cet usage tout de même surprenant de voir un homme d'État formuler une démission depuis l'étranger ? Que s'est-il passé ?

R - Il est revenu.

Q - Ça, c'est la fin de l'histoire. C'est la fin de la ténébreuse affaire ça.

R - Il se trouvait que j'étais à Riyad à ce moment-là. Le président de la République a invité M. Hariri à se rendre à Paris. Il s'est déplacé sans aucune difficulté, sans aucune contrainte et puis il a obtenu manifestement, en revenant à Beyrouth, un accord politique nécessaire pour garantir...

Q - La France l'a libéré ?

R - Non, je ne peux pas dire ça comme ça. La France l'a invité et la France est très attentive à l'évolution du Liban et l'a fait savoir.

Q - La France l'a exfiltré, pour reprendre le mot de Bernard Guetta ?

R - Je ne crois pas que ce soit le bon mot. J'ai beaucoup d'estime pour Bernard Guetta, mais quand on est exfiltré cela se passe autrement. Il a été invité, il a pris son avion librement et il est venu à Paris.

Q - Voilà. «Invité librement», cela veut dire libéré.

R - Cela veut dire qu'il s'est déplacé librement à Paris et qu'il a été reçu par le président Macron. Il est retourné au Liban, il a pu faire en sorte que l'ensemble des communautés et des composantes de la vie politique libanaise puisse trouver un accord qui permette au Liban de se diriger vers les élections, puisqu'il y aura des élections au Liban au printemps, et d'assurer la sérénité retrouvée de ce pays majeure pour l'équilibre régional. Il ne faudrait pas, en plus de toutes les crises au Moyen-Orient, que s'ajoute une crise libanaise. Le Liban est un pays souverain, il faut qu'il le reste et qu'il n'y ait pas d'intervention extérieure qui vienne perturber sa stabilité.

Q - Monsieur le Ministre, dans quel état physique et intellectuel se trouve aujourd'hui le président algérien Bouteflika ?

R - Il est le président de la République. Le président Macron l'a rencontré, il a pu échanger longuement avec lui sur l'ensemble des questions de la relation bilatérale entre l'Algérie et la France mais aussi sur la situation du monde. C'était un échange qui était utile.

Q - Donc il est apte à la charge ?

R - Il a parlé avec le président Macron de manière longue et cela a permis d'avoir un échange approfondi sur l'ensemble de nos relations.

Q - Donc physiquement, intellectuellement ?

R - Intellectuellement, il est parfaitement en forme.

Q - Et physiquement, c'est peut-être plus compliqué.

R - Il est plus fatigué mais cela peut arriver à un certain âge.

Q - Dites-nous, Jean-Yves Le Drian, ce que cela fait de voir et d'entendre un président français, Emmanuel Macron en l'occurrence, dire que la colonisation n'est pas de sa génération, que la Françafrique non plus, que sa génération est celle de Nelson Mandela, qu'il faut maintenant regarder devant et arrêter de regarder derrière. Je ne dis pas que vous êtes de la génération de la Françafrique ni de la colonisation, mais bon...

R - Je ne suis pas de cette génération, mais en réalité le président Macron en Algérie a souhaité sortir d'une période pour permettre d'ouvrir une relation nouvelle entre la France et l'Algérie, sans exclure la nécessité de la mémoire. Mais la mémoire, cela veut dire ni déni, ni repentance. Acter ce qui s'est passé, les douleurs partagées, les violences qui ont eu lieu, les reconnaître. Mais en même temps, ne pas passer son temps à les ruminer mais au contraire ouvrir des voies indispensables d'une coopération entre la France et l'Algérie qui ont été ouvertes, je pense, dans ce passage assez court mais qui a été extrêmement dense, en particulier en s'adressant à la jeunesse. Faire en sorte qu'il y ait un état d'esprit de confiance entre nos deux pays et de co-développement, et faire en sorte que les jeunes Algériens en France ou les jeunes Algériens en Algérie puissent retrouver un destin commun.

Q - C'était si difficile que cela de tourner ces pages-là ? En tout cas de le dire ? Dire : «Voilà, c'est derrière nous maintenant» ?

R - Je pense qu'il fallait le dire. Je pense que seul lui pouvait le dire et le faire.

Q - C'est une question d'âge ?

R - Il y a une question d'âge et une question d'époque. Il y a une question d'âge du président Macron, une question d'époque parce qu'il ne faut pas à chaque visite présidentielle revenir sans arrêt sur le passé. Dire que ce passé a eu lieu, que ce passé a été douloureux, parfois dramatique, et dire aussi qu'entre nos deux pays, il y a une chance historique à collaborer ensemble. C'est ce qu'il a voulu exprimer dans son déplacement.

Q - Deux questions pour finir. Quelle différence entre la présidence de François Hollande et le début de présidence d'Emmanuel Macron sur le sujet qui nous occupe ce matin, à savoir la politique étrangère ?

R - Sur beaucoup de sujets, il y a une continuité de l'action de la France. Je pense en particulier à ce que je viens d'évoquer sur le conflit au Proche-Orient où la posture a été identique. Sur beaucoup de sujets, il y a une permanence de la détermination. Je pense en particulier à la lutte contre le terrorisme. Et puis sur d'autres sujets, il y a une nouveauté qui est liée à la nouvelle situation du monde, à une nouvelle donne aux États-Unis, à une aggravation des tensions, à une aggravation des risques, à une aggravation des menaces. Il faut à la fois parler fort, parler clair et prendre des initiatives politiques nécessaires. Je crois que c'est le moment de la France

pour cela.

Q - Votre réaction ce matin, Jean-Yves Le Drian, à la fumée blanche pour reprendre l'image twitter par l'un des proches de M. Juncker, la fumée blanche sur la première phase de négociation du Brexit. Un ouf de soulagement : il y a des frontières en Europe mais il n'y en aura pas de trop dures.

R - Je pense que le travail qui a été mené dans la négociation initiée par M. Juncker, mise en oeuvre par Michel Barnier, a abouti progressivement au bon sens et au fait qu'il n'y avait pas de volonté de notre part - de la part des Européens - d'exclusion de la Grande-Bretagne de toute discussion et toute négociation. Par contre, nous souhaitons qu'il soit bien clairement défini les conditions du retrait pour qu'on puisse passer dans une autre phase. C'est ce qui va se passer maintenant, je l'espère.

Q - Merci beaucoup, Monsieur le Ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian. La prochaine fois, quand vous le pourrez, restez après la revue de presse pour pouvoir dialoguer avec les auditeurs de France Inter qui, j'en suis certain, ont de très nombreuses questions à vous poser.

R - Mais ce matin, le Liban s'impose. J'en suis désolé.

Q - Merci, en tout cas, d'être passé par notre studio. On va continuer évidemment à aborder les différents thèmes de cet entretien avec Thomas Legrand, avec Omar Ouahmane, notre correspondant au Liban, et avec Bernard Guetta ici-même./.